

Pérou

Ma petite entreprise

Javier Herrera
Economiste, IRD*

En moins de cinquante ans, la population du Pérou a été multipliée par quatre, passant de 6,2 millions en 1940 à 25,3 millions en 1998. Dans le même temps, la population rurale, principalement d'origine indienne, est devenue minoritaire face aux urbains, qui représentaient 65 % de la population au dernier recensement de 1993. Ce changement démographique structurel est le résultat combiné d'un important flux migratoire interne vers les villes et de « l'urbanisation » des campagnes. Depuis les années 40, un important flux de migrants andins s'est installé dans des bidonvilles à la périphérie de Lima, la capitale, où sont concentrés les services de l'Etat et la majeure partie de l'activité économique du Pérou (53 % du PIB). Actuellement, près d'un habitant de Lima sur deux a ses racines familiales dans la Sierra. La population de la capitale est passée de 2,1 millions d'habitants en 1960 à 6,5 millions en 1993, soit environ 30 % de la population totale du pays. Toutefois, les années 80 et 90 ont marqué un ralentissement des migrations vers Lima du fait de la récession économique liée à la crise de la dette et, surtout, en raison de l'attrait des bons salaires de la récolte de coca dans le versant amazonien des Andes.

Effet « tampon ». La proportion des salariés dans l'emploi total s'est maintenue constante au cours des trois dernières décennies. De même, le taux de chômage n'a varié qu'entre 7 % et 9 % de la population économiquement active (PEA). Pourtant, la conjoncture économique s'est renversée entre 1994 et 1997 :

La structure du secteur informel péruvien est singulière : les emplois qui relèvent des micro-entreprises sont en constante progression et concernent un informel sur cinq.

le PIB a crû d'environ 6 % par an alors qu'il avait baissé de près de 25 % entre 1987 et 1990. Comment le marché du travail urbain a-t-il pu absorber de tels chocs macro-économiques et supporter un aussi important afflux de migrants ?

Dans la PEA non agricole, environ un travailleur sur deux est informel (voir tableau ci-dessous). Une enquête réalisée en 1983 révèle que près de 70 % des informels de Lima (un travailleur sur deux également) étaient des immigrants venus principalement des Andes. Plus de la moitié d'entre eux résidaient dans les bidonvilles de la périphérie, dont le nombre est passé de 140 en 1961 à plus de 1 800 en 1997.

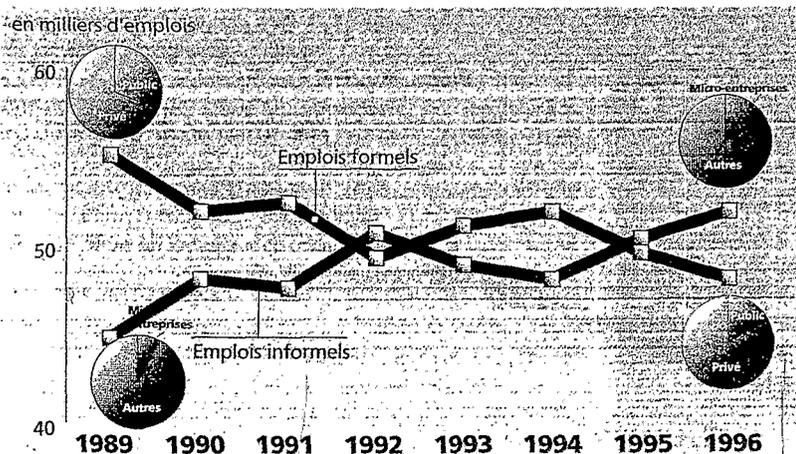
Au cours de la période d'ajustement économique du début des années 90, la réduction du déficit public a entraîné une forte diminution nette des emplois publics, tandis que les emplois formels dans le secteur privé ont augmenté à nouveau après avoir diminué entre 1989 et 1992. Globalement, la croissance de l'emploi formel privé a été plus forte que celle de la PEA. Quant aux emplois informels, ils ont fait preuve d'un dynamisme remarquable au cours de la période de récession (1989-92), en absorbant environ 4 % de la PEA en plus. Il ne s'agit pas d'un comportement anti-cyclique à proprement parler, puisque lors

de la reprise entamée en 1994, ces emplois ont continué d'augmenter.

L'idée selon laquelle les emplois informels seraient des emplois de survie à très faible productivité et concentrés essentiellement dans le petit commerce et les services est assez répandue. La taille de ces entreprises informelles est présumée si petite que la plupart d'entre elles seraient en réalité des entreprises individuelles. Cette image d'Épinal du secteur informel, si elle correspond à la réalité de l'Afrique subsaharienne, risque d'être trop caricaturale dans le cas des économies latino-américaines, du Pérou en particulier. En effet, lorsque l'on distingue dans le secteur informel l'emploi qui relève des entreprises individuelles et du travail familial non rémunéré de ce qui relève de la petite entreprise, on constate une dynamique fortement différenciée. Alors que l'emploi des informels individuels croît au même rythme que l'emploi privé sur l'ensemble de la période, l'emploi dans les micro-entreprises a été multiplié par trois au cours de la même période. Bien entendu, son poids est encore relativement faible pour véritablement peser sur l'évolution de l'emploi total. Mais ce segment représente déjà près de 10 % de l'emploi total et un emploi informel sur cinq. ■

1) Empleo, productividad e ingresos. Peru 1990-1996. J. Saavedra et al. (1998). OIT, Documento de Trabajo n°67.

Structure de l'emploi : l'informel gagne du terrain



Inégalités et marchés du travail

115 FEV. 2000

Edito. P. 4

Cadrage.
Entretien
avec Robert
Boyer.
Conseil
d'analyse
écono-
mique.
PP. 5-6

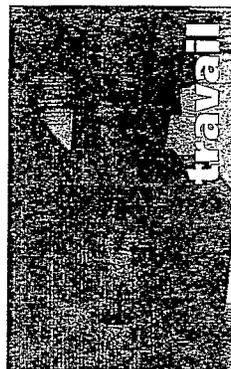


- Quel traitement international de l'inégalité ? par **Ethan B. Kapstein**, Université du Minnesota. P. 8
- La pauvreté dans tous ses états, par **Sarah Marniesse et Jean-Luc Dubois**, Institut de recherche pour le développement. P. 11

- Après l'alarme, entretien avec **Bertrand Coppens**, Programme des Nations unies pour le développement. P. 14
- L'autre crise, par **James D. Wolfensohn**, Banque mondiale. P. 16
- Exclusion ou travail subi : la fausse alternative, par **Denis Collin**, Philosophe. P. 17
- Chili. « La croissance dans l'équité » ? entretien avec **Pablo Salvat**, Université Alberto Hurtado. P. 20
- Belgique. La revendication patronale, par **Mateo Alaluf**, Université libre de Bruxelles. P. 21
- Réformer l'OMC, par **James Howard**, Confédération internationale des syndicats libres. P. 23
- Normes sociales fondamentales : un débat truqué, par **Denis Jacquot**, Confédération française démocratique du travail. P. 25
- Business et régression sociale, entretien avec **Andrew M. Kailombo**, Confédération internationale des syndicats libres - Afrique. P. 28
- Une guerre de la banane peut en cacher une autre, par **Hélène Bouneaud**, Confédération générale du travail. P. 29



JULIEN À SUCRE, DIEGO RIVERA, 1923-24.



- Emploi : le prix de la protection, par **Giuseppe Bertola**, Institut universitaire européen de Florence. P. 32
- Royaume-Uni. Au travail ! par **Richard Layard**, London Schools of Economics. P. 33

- Royaume-Uni. La formation déqualifiante, par **Bryn Jones**, Université de Bath. P. 35
- Espagne. Sacrifice social, par **María Poveda Rosa et Antonio Santos Ortega**, Université de València. P. 38
- Marché du travail : les nouvelles théories à l'épreuve, par **Dominique Redor**, Université de Marne-la-Vallée. P. 40
- Modern' stats, par **Jacques Charmes**, Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et de développement. P. 43
- Afrique. L'économie buissonnière, entretien avec **Mamadou Diouf**, Codedstria. P. 44
- Madagascar. Génération spontanée, par **François Roubaud**, Institut de recherche pour le développement. P. 46
- Pérou. Ma petite entreprise, par **Javier Herrera**, Institut de recherche pour le développement. P. 48

Courrier de la planète Editeur : Solagral (Solidarités agricoles et alimentaires, organisation non gouvernementale). Directrice de publication : L. Tubiana. Rédacteur en chef : F. Lerin. Rédaction : I. Biagiotti, D. Conaré, S. Mongruel. Collaborateur de la rédaction : P. Habbard. Comité de rédaction : E. Assidon, H. Ilbert, G. Marin, C. Roger, S. Thoyer. Iconographie : I. Biagiotti, S. Mongruel. Maquette et infographie : A. Chevallier (Ulysse communication : 04 67 91 70 00). Abonnements : A. Azam. Photogravure et impression : Offset 2000, Mauguio. Commission paritaire : AS 73 356. ISSN : 1161-8043. Dépôt légal : octobre 1999.

COURRIER DE LA PLANÈTE BÉNÉFICIE NOTAMMENT DU SOUTIEN DU MINISTÈRE DÉLÉGUÉ À LA COOPÉRATION, À L'AIDE HUMANITAIRE ET À LA FRANCOPHONIE, DU MINISTÈRE FRANÇAIS DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FONDATION CHARLES-LÉOPOLD MAYER POUR LE PROGRES DE L'HOMME.

Courrier de la planète - Parc scientifique Agropolis - Bât. 14 - 34397 Montpellier cedex 5 - France
Tél. : +33 (0)4 99 23 22 80 - Fax : +33 (0)4 99 23 24 60/61 - E-mail : solagral@ensam.inra.fr

<http://www.rio.net/solagral>